

Eurosceptiques et populistes se frottent les mains en attendant 2019

PARLEMENT

En Hongrie, Italie, Autriche,... les populistes prennent de l'ampleur. S'ils sont secoués par des divergences fortes en matière d'économie ou de construction européenne, la base commune, de la Ligue de Salvini au parti de Marine Le Pen est claire : les questions migratoires et la vision de l'identité et des valeurs européennes. Des thèmes qui pourraient les rassembler dans un seul et unique groupe au Parlement ?

Les partis populistes remportent des élections à travers toute l'Europe. Au lieu de les ignorer, les partis traditionnels feraient mieux de prendre des notes. Dans une tribune publiée par nos confrères de Politico, Yves Leterme dresse un constat implacable : « Aujourd'hui, un Européen sur quatre est dirigé par un leader populiste. » Que ce soit en Italie, en Grèce, en Pologne, en Hongrie ou en Tchéquie. « Ils remodelent le paysage politique en Autriche et en Finlande, où ils gouvernent avec des partis traditionnels et en Allemagne et aux Pays-Bas, où ils incarnent la force d'opposition principale », poursuit l'ancien Premier ministre. Si la définition même de « populisme » peine à mettre tout le monde d'accord (le régime de Victor Orban et le Mouvement 5 étoiles, malgré leurs différences, sont tous deux qualifiables de « populistes »...), Yves Leterme propose une définition transversale intéressante : « Ce qui unit les mouvements populistes européens c'est leur refus de respecter les règles conventionnelles de la politique ».

Avec les élections européennes de 2019 en ligne de mire, les partis populistes et eurosceptiques seraient-ils en train de se mettre en ordre de marche ? Se concerteraient-ils pour faire vaciller l'Union européenne ? S'il est impossible de l'affirmer catégoriquement, une chose est certaine : à Bruxelles, les leaders européens sont très inquiets (voire « horrifiés », nous glisse une députée européenne) de voir la présence populiste enfler dans l'enceinte du Parlement après les élections de mai 2019. Tous ces partis, du FPÖ autrichien au Fidesz d'Or-

ban en passant par le PiS polonais n'ont pourtant pas pour but affiché de claquer la porte de l'Union européenne. Mais tous sont animés par le désir de la changer profondément. Nicolas Bay, membre du Rassemblement national (ex-Front national) de Marine Le Pen et eurodéputé membre de l'Europe des nations et des libertés (ENL) au Parlement européen, résume le projet de son groupe : « Porter un réel projet européen visant à créer une autre Europe. Une Europe conçue différemment. »

« Ils peuvent désormais influencer les politiques européennes »

Est-il seulement possible pour ces partis de mettre en place une stratégie commune ? Aujourd'hui, trois groupes s'affichent comme eurosceptiques (lire ci-contre) : le CRE (Conservateurs et réformistes européens), composé de 71 députés dont 14 populistes polonais, l'ELDD de Nigel Farage (Europe de la liberté et de la démocratie directe), qui compte 46 députés et l'ENL (Europe des nations et des libertés), créé sous l'impulsion de Marine Le Pen, qui regroupe 35 députés

dont l'actuel chef de l'Intérieur italien, Matteo Salvini. Soit au total, 152 députés eurosceptiques... divisés dans trois groupes. La symbiose semble lointaine.

« La Ligue et le Mouvement 5 étoiles ont créé des liens au sein de leur gouvernement national, constate Anaïs Voy-Gillis, docteurante en géopolitique à l'Institut français de géopolitique. Quant au FPÖ autrichien, à la Ligue, au Rassemblement national, au PVV de Geerts Wilders et au Vlaams Belang, ils appartiennent au même groupe (ENL) : les échanges sont indéniables. A chaque victoire électorale, ces différents partis se félicitent et se soutiennent. » L'arrivée au pouvoir en Italie (Ligue), en Autriche (FPÖ) de partis partageant les mêmes idées contribue à donner une légitimité à leurs partenaires en Europe : « Autrefois, il était dit que si l'un d'entre eux arrivait au pouvoir il serait isolé sur la scène internationale. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Ils ont des partenaires au pouvoir et qui peuvent influencer les politiques européennes », relève l'experte. Autrement dit, les démocraties illibérales (pour reprendre un terme cher au dirigeant hon-

grois) qui se constituent à l'Est viennent donner une forme institutionnelle à la droitisation qui traverse l'Europe, et présentent un débouché politique crédible pour les extrêmes droites.

Marco Zanni, eurodéputé italien affilié au Mouvement 5 étoiles avant de rejoindre le parti de Matteo Salvini en 2017 constate, depuis la victoire de son parti aux élections italiennes, « un léger changement de perception » : « Mais le succès électoral de la Ligue en Italie n'a pas changé l'approche des autres partis plus traditionnels vis-à-vis de nous. Leur attitude est encore plus méfiante et négative. Nous sommes perçus comme les méchants d'extrême droite ». Pas par tous. Steeve Briois, également eurodéputé RN, développe : « Des discours similaires aux nôtres commencent à se faire entendre à des niveaux d'importance élevés : en Hongrie, en Pologne, en Tchéquie, en Slovaquie... Hier ce que nous défendions était ultra-minoritaire. Aujourd'hui notre discours commence à être majoritaire dans les pays de l'Est et dans des pays comme l'Italie. » L'extrême droite italienne n'exclut d'ailleurs pas une coopération avec le Fidesz d'Orban au Parlement : « Nous avons des positions communes, notamment en matière de gestion de la crise migratoire. Et je pense qu'il existe d'autres opportunités pour travailler ensemble. Le ENL (Europe des nations et des libertés) travaille aussi très bien avec d'autres groupes comme le EFDD (Europe de la liberté et de la démocratie directe) et le CRE (Conservateurs et réformistes européens) », détaille Marco Zanni. Côté français, Steeve Briois estime que le Rassemblement national et le Fidesz sont « d'accord sur l'essentiel ».

Pour ce proche de Marine Le Pen, la stratégie des eurosceptiques au Parlement doit être déterminée par les idées défendues : « On peut très bien continuer à travailler dans le même sens tout en évoluant dans des groupes différents. »

Un basculement de la droite européenne

La crise migratoire évoquée par Steeve Briois a fait basculer une partie de la droite européenne. Au PPE (Parti populaire européen), qui regroupe le Fidesz et la CDU, deux lignes émergent : celle du leader hongrois Orban et

celle de la vice-chancelière allemande Merkel. « Sauf que la ligne d'Orban est en train de prendre le pas sur celle de Merkel, d'autant plus que Merkel est également en train d'évoluer sur la question migratoire. Elle ne désavoue pas ouvertement la politique d'Orban », note Anaïs Voy-Gillis. L'experte rappelle en outre qu'Orban a menacé le PPE de prendre la tête d'un nouveau mouvement paneuropéen anti-immigration pour les élections européennes l'an prochain. « S'il faisait ce choix, la démocratie chrétienne connaîtrait certainement une crise à l'image de celle traversée par la social-démocratie européenne actuellement. Au regard de l'entente parfaite de ces partis sur la question migratoire, la possibilité de voir une alliance se créer dans le cadre des élections européennes est non nulle et les conséquences sur la construction européenne seront nombreuses. » (voir pages 10-11)

Dans les couloirs du Parlement, il se murmurerait même que le Fidesz pourrait rejoindre l'ENL de Marine Le Pen aux prochaines élections. Pour Steeve Briois, c'est « aller vite en besogne ». La manœuvre d'Orban dépendra en réalité des positions de son actuel groupe – le PPE – sur les dernières lois hongroises. Vice-présidente du Parlement européen, la socialiste Sylvie Guillaume a une certitude : « Le Fidesz est effectivement très courtisé ». Elle n'exclut pas un changement de groupe pour le parti du président hongrois : « Sortir du PPE et créer quelque chose autour de l'euroscepticisme ou du refus des politiques migratoires européennes ne serait pas improbable. Mais pour le PPE, perdre le Fidesz, ce serait un sacré trou dans la raquette. » L'eurodéputée ne veut pas « jouer à se faire peur » mais appréhende tout de même l'échéance électorale de 2019. « Quand on regarde les derniers scrutins nationaux dans les différents pays européens, il n'est pas à exclure qu'un nombre très important de députés eurosceptiques puisse être élu au Parlement. » L'eurodéputé italien Marco Zanni n'a, de son côté, pas de doute : « Le départ des Britanniques suite au Brexit va clairement redistribuer les cartes. Et les succès de la Ligue, de l'AfD en Allemagne et du FPÖ nous rendent confiants : on prédit une hausse d'eurosceptiques. »

La crise migratoire : le catalyseur

S'ils sont secoués par des divergences fortes en matière d'économie ou de construction européenne (lire ci-contre), la base commune, de la Ligue de Salvini au parti de Marine Le Pen en passant par l'extrême droite belge comme autri-

chienne est claire : les questions migratoires et la vision de l'identité et des valeurs européennes. Quitte à faire de l'obsession migratoire un thème de campagne principal pour 2019 ? Il y a en tout cas un consensus pour considérer l'immigration d'origine extra-européenne comme un risque pour

les valeurs, l'identité et la sécurité du continent. Ils rejettent par ailleurs le modèle multiculturel d'Europe de l'ouest qu'ils considèrent être un échec. Et sont dans une situation de défiance avec l'Union européenne dont ils estiment qu'elle porte atteinte à la souveraineté nationale. « Toutes les questions qui

gravitent autour de la crise migratoire : c'est grâce à ce sujet là qu'on se fera entendre, estime le frontiste Steeve Briois. Nous avons un an pour améliorer notre crédibilité. Et l'actualité nous porte : la crise des migrants va être un sujet central pour les années qui arrivent. » ■

MARINE BUISSON

ENL

Le bébé de Marine Le Pen

Naviguant entre la droite et l'extrême droite, le groupe Europe des nations et des libertés (ENL) est né sous l'impulsion de la frontiste Marine Le Pen. En juin 2015, la présidente du Rassemblement national (anciennement Front national), fonde le

groupe sur la base d'eurodéputés auparavant déjà regroupés sous un même mouvement : le MNEL. Il comprend aujourd'hui 35 députés dont un élu AfD (Allemagne), quatre élus FPÖ (Autriche), un élu du Vlaams Belang (Belgique), six élus de la Ligue (Italie), quatre élus du PVV (Pays-Bas), deux élus de la Nouvelle droite (Pologne) et une élue Ukip expulsée de son parti (Grande-Bretagne). « L'attitude de la présidente du FN s'inscrit dans le comportement de

tous les partis de l'extrême droite populiste européenne depuis trente ans : éviter que leurs contacts internationaux ne leur valent d'être dénoncés comme fascisants auprès de leurs opinions nationales », relève Nicolas Lebourg, spécialiste de l'extrême droite et membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean Jaurès. Une stratégie qui explique la volonté de Marine Le Pen d'exclure, en 2013, son père et Bruno Gollnisch. Aujourd'hui,

parmi l'ensemble de ces partis alliés, seul le FN adopte une conception économiquement interventionniste de l'État. Tous partagent une islamophobie latente, le rejet de l'immigration extra-européenne et la revendication d'une démocratie plus directe. Depuis sa création, le groupe tente de composer entre sa nécessité de s'intégrer au système et un certain maintien de la charge subversive idéologique qu'il défend.

M.BN

CRE

Les alliés de la N-VA

Eurosceptiques et antifédéralistes proclamés, les eurodéputés du groupe CRE (Conservateurs et réformistes européens) se rassemblent pour la première fois en 2009 sous l'impulsion des conservateurs britanniques. Le groupe entend réformer l'Union européenne de manière « réaliste » en opposition à ceux qui la rejettent en bloc. Durant la période 2009-2014, le groupe compte 55 eurodéputés et devient le quatrième

plus important du Parlement. Il se renforce après les élections européennes de 2014, accueillant 13 nouveaux membres, pour en compter 71 aujourd'hui après quelques défections. Considéré comme une famille rassemblant des partis de centre droit comme d'extrême droite, il abrite aujourd'hui le Parti conservateur britannique et le PiS polonais. En 2014, la N-VA rejoint le groupe CRE. Ils sont aujourd'hui quatre à y siéger : Sander Loones, également vice-président de la N-VA (voir photo), Mark Demesmaeker, Helga Stevens et Anneleen Van Bossuyt. Leur moto : « Ancrer au niveau européen la ligne adoptée par le nouveau gouvernement

flamand et fédéral. »

A un an du scrutin européen, le CRE cherche à nouer des alliances, sachant qu'il perdra les Britanniques. On l'a vu faire du pied à plusieurs partis d'extrême droite français en mai dernier tels que Debout la France ! (le parti de Nicolas Dupont-Aignan qui s'est allié à Marine Le Pen en vue du second tour de la présidentielle française). Vertement critiqué pour son alliance avec la présidente du Rassemblement national, Dupont-Aignan a indiqué que la montée en puissance des partis eurosceptiques en Europe représentait une opportunité de former une majorité eurosceptique au Parlement.

M.BN

ELDD

Berceau de l'Ukip et des 5 étoiles

Voici un groupe qui a les yeux particulièrement rivés sur 2019. L'ELDD (Europe de la liberté et de la démocratie directe), présidé par Nigel Farage, compte 20 eurodéputés Ukip qui feront leurs valises

après les élections européennes suite au Brexit. Le groupe, fondé en 2009 (avant d'être dissous en 2014 puis recréé la même année) s'articule autour « du rejet du traité de Lisbonne, de la supranationalité et du renforcement de l'intégration européenne, qui se font au détriment des libertés des États ». Eurosceptique et populiste, il accueille, outre les députés Ukip, les Patriotes français de Florian Philip-

pot, transfuge du Rassemblement national, « en faveur d'un Frexit organisé et pour l'émergence d'une Europe de la coopération entre Nations libres et souveraines ». Autres membres de l'ELDD : deux eurodéputés démocrates suédois, le Polonais Robert Jaroslaw Iwaszkiewicz, le Lituanien Rolandas Paksas, le Tchèque Jiri Payne et l'Allemand de l'Afd Jörg Meuthen. Mais la délégation star de l'ELDD,

après le Ukip est indéniablement le Mouvement 5 étoiles italien, fort de 14 eurodéputés dont Fabio Massimo Castaldo, vice-président du Parlement (voir photo). En janvier 2017, Beppe Grillo tente toutefois de rompre avec le groupe de Farage et exprime son désir de voir le Mouvement 5 étoiles rejoindre les démocrates et libéraux (ALDE). Il se voit opposer un refus.

M.BN.

l'experte « Il n'y a pas d'unité de tous les anti-européens »

De la Ligue de Salvini au Rassemblement national français de Marine Le Pen (ex-FN), qu'ont en commun les partis dits eurosceptiques ?

Ils ont des points communs mais le fait d'être eurosceptique ne les réunit pas vraiment. Au Parlement européen, où ils sont très bien représentés grâce au système proportionnel appliqué au mode de scrutin, il n'y a pas un seul groupe unique de députés eurosceptiques. Outre le fait qu'ils soient eurosceptiques à des degrés divers et variés, ils n'ont aucun point commun. Mais il y a des traits communs qui existent. Au sein du groupe Europe des nations et des libertés (ENL), tous les partis suivent une ligne anti-migratoire : on la retrouve dans le discours de Matteo Salvini (La Ligue), dans celui de Marine Le Pen (RN) ou encore chez le néerlandais Geert Wilders. L'euroscepticisme et le rejet des migrants constituent leur épine dorsale. Mais par exemple, sur la problématique de la sortie de l'euro, ils ne sont pas tous d'accord.

La ligne anti-migrants se retrouve aussi dans d'autres partis, qui ne sont pas catégorisés à l'extrême droite, comme ceux qui

composent le groupe de Visegrád (Tchéquie, Pologne, Hongrie, Slovaquie). Pourtant, aucun des partis au pouvoir dans les pays du groupe de Visegrád ne siège dans

le même groupe au Parlement. Les Polonais sont chez les conservateurs, les Hongrois au PPE, les Slovaques chez les sociaux-démocrates et les Tchèques chez les libéraux. Ils n'ont pas d'ossature politique qui les fait se rassembler en dehors de quelques considérations très particulières.

Donc la cohésion de tous ces groupes eurosceptique est fragile.

Elle est très fragmentée. En dehors du groupe ENL qui réunit le Rassemblement national et ses alliés d'extrême droite, il y a d'autres groupes. Il y a l'EFDF (Europe de la liberté et de la démocratie directe) qui est toujours dirigée par Nigel Farage. On y retrouve le Mouvement 5 étoiles, qui est là un peu par défaut. D'autres eurodéputés

britanniques conservateurs ont choisi le PPE (Parti populaire européen). Ajoutez à tout cela des individualités qui ne sont pas d'accord avec la ligne du groupe (l'eurodéputé Marco Zanni quitte le Mouvement 5 étoiles pour re-

joindre la Ligue et l'ENL), qui se font expulser par leur parti comme Le Pen père et Gollnisch... On peut dire clairement qu'il n'y a pas d'unité de tous les anti-européens.

Est-il envisageable que le Fidesz d'Orban rejoigne un groupe eurosceptique ?

Sur l'échiquier politique hongrois, il est à droite et chaque jour qui passe, il vire de plus en plus à droite et est de plus en plus eurosceptique. C'est en effet un peu contradictoire avec sa présence au sein du PPE, qui est le groupe européen par excellence. Aujourd'hui, Orban sait qu'il a des avantages à rester au sein du PPE : c'est le plus grand groupe.

La seule certitude c'est qu'avec le départ des Britanniques, on va assister à une grande recomposition, la vie politique européenne va se reconstituer. Est-ce qu'il y aura toujours autant de groupes composés d'eurosceptiques ? Moins ? Les pro-européens se maintiendront-ils malgré les problèmes de la social-démocratie en Europe ? C'est tout l'enjeu de ces prochaines élections. ■

**Propos recueillis par
M. BN**

DÉFIS

Sur les plans diplomatique et géopolitique, aussi, l'Europe traverse une zone de fortes turbulences. Avec l'« oncle » américain, d'abord : depuis son arrivée à la Maison-Blanche, Donald Trump détricote, maille après maille, les relations avec ses alliés européens. Et il n'hésite pas à saper, ainsi, tout l'édifice de sécurité transatlantique. Avec le voisin russe, ensuite : le Kremlin de Vladimir Poutine, plus tacticien que stratège, sait profiter des contradictions et divisions entre les 28 Etats membres de l'UE pour mieux avancer ses pions sur l'échiquier planétaire.

Etats-Unis Donald Trump a juré la perte de l'Europe

NEW YORK

DE NOTRE CORRESPONDANT

Le ver dans le fruit ? Le lup dans la bergerie ? Les métaphores ne manquent pas pour qualifier l'action subversive de l'agitateur sorti du chapeau de Donald Trump, en la personne de Rick Grenell, ambassadeur des Etats-Unis en Allemagne. Depuis sa nomination début mai, Grenell se permet de juger ouvertement la situation politique intérieure des Etats-membres de l'Union européenne, appelant de ses vœux l'émergence de mouvements « conservateurs », qui sont en fait les régimes national-populistes - qui ont le vent en poupe en Hongrie, Autriche, Italie et Pologne - et les forces centrifuges d'extrême droite, europhobes, qui s'agitent ailleurs en coulisses.

Image symbolique

Ces encouragements ne font que répercuter ceux proférés par le président américain lui-même, qui voit dans la vague populiste une forme de consécration à son courant d'idées, et flatte son ego démesuré. Ce faisant, le milliardaire new-yorkais est en train de saper allègrement les fondations de l'Union européenne et, au passage, de tout l'édifice de sécurité transatlantique érigé après la guerre. Les signaux alarmants d'un bouleversement géostratégique, par la seule volonté d'un homme, se multiplient depuis le changement d'administration à

Washington le 20 janvier 2017 : Donald Trump ne manque pas une occasion de fustiger les Etats membres de l'Otan de « mauvais payeurs », c'est-à-dire tous ceux qui ne consacrent pas un minimum de 2 % de leur budget aux dépenses militaires. Et il s'indigne de la concurrence déloyale de l'UE en matière commerciale.

L'Europe n'est pas la seule visée dans cet effarant « grand déballage » : le Canada, le Japon, la Corée du Sud et l'Australie

subissent également les foudres de l'apprenti-sorcier du Bureau ovale. Une image s'est gravée dans tous les esprits : Donald Trump bras croisés, lors du sommet du G7 de la Malbaie (Québec), encerclé par la chancelière allemande Angela Merkel, le président français Emmanuel Macron, et un Premier ministre japonais, Shinzo Abe, au regard étonnamment fataliste.

Le symbole est immense : la brebis galeuse dans l'alliance occidentale, garante de la paix armée qui prévaut sur la planète depuis 1945, est bien le commandant en chef de la première puissance mondiale. « Attention, avertit l'historien Paul Hockenos, *Washington à l'ère de Donald Trump n'incarne pas une sorte de vieil ami excentrique et bizarre de l'Europe, mais plutôt un adversaire qui lui veut du mal* ». Un grand frère devenu... faux-frère, qui semble déterminé à démanteler cette alliance, pour se rapprocher de régimes despotiques et pour certains hostiles jusqu'ici à l'Amérique : la Russie de Vladimir Poutine, la Corée du Nord de Kim Jong-un, les Philippines d'Eduardo Duterte. Quand à ces rares « amis » qui ont tenté d'amadouer Trump en lui déroulant le tapis rouge (Macron, Abe), la déconvenue a été brutale.

Une arène « à somme nulle »

Pourquoi Donald Trump se comporte-t-il ainsi ? Il y a trois hypothèses, avance David Leonhardt dans un éditorial du *New York Times* : « *Peut-être est-ce idéologique, dans la mesure où il préfère l'autoritarisme de type poutinien à la démocratie. Ou bien il n'a aucune stratégie digne de ce nom, et c'est Poutine qui le tient avec des informations compromettantes* ».

Leonhardt fait allusion ici au rapport de l'ancien espion britannique Christopher Steele, selon lequel le magnat de l'immobilier se serait livré à certaines

frasques lors d'un séjour moscovite et dépendrait lourdement d'investissements russes partiellement divulgués. « *Ou bien Trump aime juste faire exactement le contraire de tous les présidents américains avant lui* », ajoute Leonhardt. Une quatrième explication est avancée par Paul Hockenos, valable aussi bien pour Trump que pour Vladimir Poutine : « *plus les mouvements national-populistes prospèrent, moins leurs propres campagnes électorales paraîtront excessives, déraisonnables, radicales. Ce qui aboutit à déplacer le curseur mondial vers la droite* ».

Plus que n'importe lequel de ses prédécesseurs, l'occupant du Bureau ovale voit le monde comme une arène « à somme nulle », où les gains des uns compensent les pertes des autres. L'allié européen perdra donc en matière commerciale ce que l'industrie américaine triomphante - grâce à lui, et personne d'autre - y gagnera. Le même constat, déroutant d'ignorance historique, semble prévaloir sur le plan politique : Trump se félicite de la désintégration de l'embryon fédéral européen, lui préférant une « Europe des nations » anti-libérale, anti-immigration, tournant le dos aux principes démocratiques et se durcissant militairement. Une forteresse repoussant le déferlement des vagues de migrants, comme il compte briser celles se pressant contre la frontière mexicaine.

Quelle défense contre ces coups de boutoir venus d'outre-Atlantique ? La solution, abondent tous les experts, se trouve dans les urnes : en dispersant les mouvements populistes qui œuvrent à la destruction de l'Union européenne. Et « *en ignorant Grenell autant que possible, exactement comme le fait Merkel*, ajoute Hockenos. *L'expulser ne ferait qu'aggraver l'image d'une Europe hautaine et élitiste* », tout aussi anti-démocratique que ceux qui ont juré sa perte. ■

MAURIN PICARD

Russie Face aux errements de l'UE, Poutine mise d'abord sur les dialogues bilatéraux

MOSCOU

DE NOTRE CORRESPONDANT

Et Moscou, ce n'est pas l'Europe ? » C'était en 2004, lors d'une banale conférence de presse. A peine nommé ministre des Affaires étrangères du Kremlin de Vladimir Poutine, Sergueï Lavrov ne cachait pas ce jour-là son irritation. Maître déjà en vraies fausses colères diplomatiques, placées avec un léger sourire aux lèvres et une nuance d'ironie dans le ton, il pestait contre ce que Moscou, fâché d'être isolé après l'extension de l'Union européenne, considère comme l'arrogance de Bruxelles. D'où, en guise de réplique, son malin plaisir à profiter des faiblesses de l'UE pour attiser les divisions internes et mieux avancer ses pions directement avec les capitales des Etats-membres.

Discours méprisant

Quatorze ans plus tard, alors que les tensions géopolitiques sont plus vives que jamais, la Russie s'en tient toujours à la même position face à Bruxelles : il est difficile de communiquer avec l'Union mais il est facile de manipuler ses contradictions internes ; priorité donc aux relations bilatérales. « *Le ton est hostile contre l'UE. La propagande du Kremlin la présente comme*

une zone de troubles, de divisions, de perte de valeurs. En comparaison, la Russie est un havre de stabilité », explique aujourd'hui Andreï Kolesnikov, analyste au Centre Carnegie à Moscou. « *Derrière ce discours méprisant, le Kremlin n'a pas pour autant les moyens ni les outils pour faire échouer le projet européen. Il soutient certes des pays qui, au sein de l'Union, sèment la zizanie, comme l'Italie ou la Hongrie. Mais il ne peut pas à lui seul faire exploser l'UE. En fait, Moscou n'a pas de claire vision politique vis-à-vis de l'Europe.* »

Divergences sur les sanctions

Les tensions en quatre ans de crise ukrainienne depuis l'annexion russe en 2014 de la Crimée ont donné de multiples occasions au chef du Kremlin Vladimir Poutine, plus tacticien que stratège, d'exploiter les errements internes de l'UE. A la veille du sommet européen de jeudi, Moscou les observe avec délice. D'autant plus que la question de la poursuite des sanctions contre Moscou ne pourra pas être évitée entre les 28 chefs d'Etat. Un sujet de divergences croissantes entre eux. Régulièrement, Vladimir Poutine en parle

directement avec ceux qui, contre l'avis de Paris et Berlin, cherchent à mettre fin à ces mesures. Et préfèrent parler coopération et affaires. Dernier en date : Marcelo Rebelo de Sousa, le président portugais venu la semaine dernière au Kremlin pour un entretien, juste avant d'aller voir son équipe jouer un match à Moscou au Mondial de football.

Par contre, Vladimir Poutine n'a presque plus aucun contact avec la présidence de l'UE, les commissaires eux-mêmes ne venant quasiment plus à Moscou à cause du climat de tensions. La belle époque des sommets annuels EU-Russie est finie depuis longtemps.

De Sotchi à Khabarovsk, ces rencontres régulières offraient alors au chef du Kremlin une chance de montrer à ses hôtes européens la diversité géographique de la Russie. Et, malgré les incompréhensions nées du fait de l'élargissement de l'UE parallèlement à celui de l'Otan, cela permettait d'entretenir un dialogue direct sur des sujets de partenariats concrets, loin de la politique mais proches des réalités des citoyens. Notamment sur un hypothétique « espace sans visa » entre la Russie et l'Union, beau projet aujourd'hui rangé et

presque oublié...

« *Avec l'Union européenne,*

Poutine a fait un constat et un pari », prévient désormais Arnaud Dubien, directeur de l'observatoire franco-russe à Moscou, qui suit de près les relations du Kremlin avec l'UE mais surtout directement avec les Etats-membres. « *Le constat : dans de nombreux pays, de l'Italie aux Pays Bas, la montée de forces souverainistes très critiques contre l'UE telle qu'elle est devenue. Le pari : en profiter pour obtenir des résultats dans les intérêts de la Russie avec une possible levée des sanctions par exemple grâce au soutien de pays clefs comme l'Italie.* »

Effet boomerang

Moscou n'a certes pas encore obtenu la fin de ces mesures. Mais il a déjà réussi à les utiliser dans un effet boomerang : alors que l'économie russe a fini par s'habituer aux sanctions, le Kremlin les renvoie aux pays européens pour mieux les toucher économiquement - et les diviser politiquement.

La montée des tensions et l'affaiblissement interne de l'UE s'inscrivent bien dans la diplomatie du Kremlin « *qui préfère une Europe des nations, discutant directement avec chacune d'elles, plutôt qu'une Europe fédérale avec à sa tête un Polo-*

nais... », ironise Arnaud Dubien. Tout en défendant dans le discours le multilatéralisme, Moscou se réjouit des difficultés de l'UE ou de l'Otan, organisations qui, aux yeux du Kremlin, ont, depuis plus de vingt ans, remodelé le continent selon leurs seuls intérêts stratégiques. « *La Russie ne veut pas la destruction de l'Union* », conclut Arnaud Dubien. « *Mais elle se réjouit du retour au jeu des puissances* ». Et à la bonne vieille diplomatie du XIX^e siècle. ■

BENJAMIN QUÉNELLE